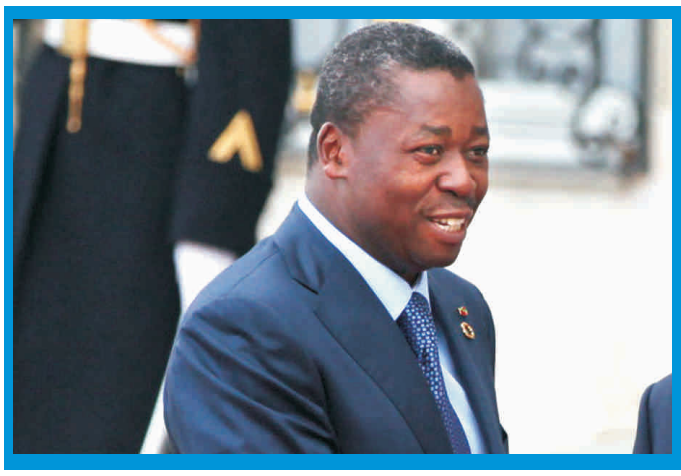
PORT DE BADGE OBLIGATOIRE
AUX BUREAUX DES DOUANES A
PARTIR DU
1ER JANVIER 2016
POUR TOUTE INFORMATION VEUILLEZ CONTACTER
LE CENTRE D'APPEL DE L'OTR AU 8201
OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Faure Gnassingbé à la conférence sur le climat à Paris

P 7

LE LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0234 du Lundi 30 novembre 2015 - 250 F CFA / Etranger 1€

Editorial

Objectif zéro SIDA

La communauté internationale va célébrer une fois encore la journée consacrée à la lutte contre le VIH SIDA. Même si la lutte doit être celle de tous les jours, la journée du 1er décembre depuis 1987, a été une occasion de faire une sorte de bilan des efforts investis contre ce que certains ont qualifié à juste titre de mal du siècle. Quelques décennies après, le mal reste incurable mais n'échappe tout de même pas au génie de la médecine humaine. Depuis 2011, la communauté internationale martèle le même slogan "Objectif zéro : zéro nouvelle infection à VIH, zéro discrimination, zéro décès lié au sida" l'échéance est prévue pour 2015. Aujourd'hui l'humanité est encore bien loin du chiffre zéro infection même si le taux de contamination a nettement régressé. La discrimination et la stigmatisation liée à VIH quoiqu'existantes sont moins perceptibles qu'il y a quelques années. On ne meurt plus de SIDA c'est vrai mais à condition qu'on soit bien informé, qu'on connaisse son statut sérologique pour une prise en charge précoce en cas de résultat positif. Quatre ans après, les résultats sont encourageants d'un pays à un autre. Au Togo, le taux d'infection a baissé de plus de 50% chez les adultes et de près de 62% chez les adolescents depuis 15 ans; on dénombre 38.000 malades sous traitement ARV contre à peine 500 en 2003.

Le taux de mortalité lié au sida en baisse avec un taux de prévalence qui s'établit désormais à 3,2% de quoi valoir au Togo des félicitations de l'ONUSIDA par la voix de son représentant. Objectif Zéro un idéal, une prétention ça reste encore un défi..■

La Rédaction

Mango... la paix à tout prix

Des mesures capitales pour un retour au calme

P 3

12e foire International de Lomé

Interview avec Eric Amétsipé, représentant zone CEDEAO de la RDI

P 5

Projet de loi de finances exercice 2016

962,8 milliards en recettes et 1002,2 en dépenses

P 3

LE LIBERAL

période de fin d'année

Attention aux produits contrefaits et périmés déversés sur le marché!

Les périodes de fin d'année sont souvent reconnues comme celles où l'on rencontre plus de produits contrefaits ou expirés sur les marchés. Chaque année, le nombre de produit contrefaits ou en phase de péremption augmente au Togo et plus de 60% sont importés. Malgré la lutte acharnée de l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) de concert avec le gouvernement, les auteurs de ces actes ignobles ne se lassent pas de moyens plus sophistiqués pour tromper l'attention du consommateur. Une des ruses adoptée, est la vente de ces produits à vil prix. En effet devant la conjoncture qui ne permet pas de bien garnir le panier de la ménagère, certains consommateurs se jettent sur ses produits frauduleux dans la série de liquidation qui pour eux sont moins chers sans remettre en cause la qualité des produits. D'autres consommateurs, sachant bien la mauvaise qualité des produits font leur emplette à cause de leurs moyens limités.

L'autremanière de procéder à la contrefaçon et plus ingénieuse est de mettre le produit contrefait dans le contenu de l'original. C'est ainsi que plusieurs vins de table de mauvaise qualité sont vendus à vil prix même le carton deux fois moins cher que l'original. Il y en a qui procède jusqu'à la transformation de la date de péremption sans être suspecté. Certaines de ces boissons ne portent ni la date de fabrication encore moins celle de la péremption. Devant ce réseau bien informé, l'association des consommateurs du Togo ne peut que sensibiliser les consommateurs pour ses nouvelles ruses. Un consommateur qui choisit les produits périmés sous prétexte de son moindre coût, augmente ses risques d'intoxications alimentaires. Les produits périmés causent des dommages graves à l'organisme.

La lutte contre les produits contrefaits nepeut être la priorité de l'ATC seule, il est plus question d'une synergie pour mettre fin à ces produits qui font des malades. Travailler avec la douane Togolaise serait déjà un atout et une garantie pour la sécurité des consommateurs ..■

P. Fabrice

tmb

Ameublement & Décoration

TMB reste ouvert pendant tout la durée des travaux d'élargissement du boulevard de la paix.

TMB continue de vous accueillir
du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30
et de 14h30 à 18h30
et le samedi de 9h à 12h

tmb

tout pour la maison et le bureau

pour plus de renseignement, contactez-nous au
22 21 06 77 - 90 51 05 75 - 99 40 00 01

LE LIBERAL
Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication
Fabrice P. Dariworé

Comité de Rédaction
Schmidt EZA
Dieudonné ESSOHANAM
Charles KEYEWA
P. Fabrice
Démocrate KOUDAMA

Correcteur
S. Didier

Infographie
Raphaël AHIABLE

Adresse
Route de Mission Tové, non loin du Petit Séminaire, Agoè
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 41 92 91
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie
La Colombe

Tirage
2000 exemplaires

Communique du gouvernement à l'issue du Conseil des ministres extraordinaire du samedi 28 novembre

Depuis le 06 novembre 2015, la ville de Mango est secouée par des manifestations et des actes de violences contestant le Projet sous régional intitulé « Projet de Renforcement du Rôle de Conservation du Système National d'Aires Protégées du Togo (PRAPT) ». Ces actes ont entrainé des pertes en vies humaines, et des blessés au sein de la population et des forces de sécurité. Dans ce contexte, une enquête judiciaire a été diligentée en vue de situer toutes les responsabilités. C'est dans ce cadre qu'une cinquantaine de personnes ont été interpellées.

Face à cette situation, le gouvernement a suspendu ledit Projet pour favoriser un climat d'apaisement et permettre des concertations approfondies avec les populations concernées. Toutes les personnes interpelées ont été libérées, à l'exception de trois inculpés qui demeurent à ce jour détenues pour les besoins de la procédure judiciaire. De même à titre conservatoire, des mesures disciplinaires ont été prises à l'encontre des éléments des forces de sécurité et de défense qui ont fait usage de leurs armes. La procédure à l'encontre de ces derniers sera exercée conformément à leurs statuts.

En dépit de toutes ces mesures de décrispation, des manifestations et actes de violence ont continué de se produire. C'est dans ces circonstances que le Directeur régional des services de Police pour la région des Savanes a été lynché à mort, le jeudi, 26 novembre 2015, alors qu'il tentait de calmer un groupe de jeunes manifestants. Le lendemain, vendredi 27 novembre 2015, un manifestant a succombé à ses blessures par balle dans des circonstances non encore élucidées. Le gouvernement déplore, une fois de plus cette escalade inacceptable de violence aux conséquences dramatiques.

Dans le souci de ramener résolument le calme et la sérénité et de faire prévaloir l'autorité de l'Etat, le gouvernement a pris les mesures suivantes :

- La nomination immédiate d'un nouveau préfet de l'Oti ;
- L'installation sans délai du nouveau chef de canton de Mango ;
- Le repli des éléments de force de 3eme catégorie (militaires) initialement réquisitionnés par l'autorité compétente locale;
- La poursuite diligente de la procédure judiciaire.

Le gouvernement renouvelle ses condoléances et sa compassion aux familles éplorées et souhaite un prompt rétablissement aux blessés. Il réitère son appel à la retenue et à l'apaisement et réaffirme que c'est par le dialogue et la concertation que des solutions durables peuvent être trouvées.

Fait à Lomé, le 28 novembre 2015
Le conseil des ministres.■

Mango… la paix à tout prix

Des mesures capitales pour un retour au calme

Il aura été très âpre la semaine dernière pour le gouvernement, un premier conseil des ministres qui s'étendra sur deux jours puis un second le week-end précisément samedi. La situation à Mango a toujours été à l'ordre du jour des échanges sous la houlette du chef de l'Etat. La tension était montée d'un cran depuis le lynchage à mort du Directeur régional des services de police pour la région des savanes jeudi dernier par un groupe de jeunes manifestants.

Il fallait restaurer l'autorité de l'Etat, ramener l'ordre et la sérénité dans cette pagaille qui commençait par trop durer à Mango. D'importantes mesures allant dans le sens de l'apaisement ont été prises à savoir la révocation du préfet le colonel AWADE Hodabalo et son remplacement par le commandant Jacques Gbandi Ouadja. Il faut rappeler que depuis le début de la crise les manifestants ont toujours mis en première ligne de leur revendication le départ du représentant du pouvoir central de la localité accusé de mal gérer la situation. Entre autres mesures, l'installation dans les meilleurs délais du nouveau chef canton de Mango dont la désignation par voie coutumière a été reconnue par le conseil des ministres du jeudi. Il a été demandé un repli des éléments de force de 3e catégorie militaire initialement réquisitionnés par l'autorité compétente locale. On parle aussi de la poursuite diligente de la procédure judiciaire. Il faut noter que les personnes interpellées environ 50 ont été relâchées sauf 3 inculpées qui à ce jour sont détenues pour les besoins de la procédure judiciaire souligne le communiqué du conseil des ministres.

La crise à Mango depuis le 6 novembre est née de la contestation du projet sous régional intitulé Projet de renforcement du Rôle de Conservation du Système National d'Aires protégées du Togo(PRAPT). Il a été lancé en 2012. Placé sous le parrainage du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD),Ce projet de réhabilitation des aires protégées concerne quatre pays de la sous-région ouest-africaine, le Bénin, le Ghana, le Burkina Faso et le Togo. Exécuté presque entièrement dans certains pays comme le Bénin ou

le Ghana, on est plutôt au Togo à l'étape de bornage des espaces destinés à la faune et à la flore. Ces aires protégées s'étendent sur trois préfectures à savoir Kanté Kpendjal et Oti. Les populations occupant illégalement ces zones seraient donc priées de se déplacer afin d'y préserver l'écosystème, dans un contexte international de plus en plus dominé par la problématique de la promotion de l'environnement. Si dans les deux premières préfectures à savoir Kpendjal et Kéran tout s'est passé comme une lettre à la poste, le projet bute sur une résistance des populations de Mango pour des raisons liées à des précédents très fâcheux en ce qui concerne la gestion de la faune dans les années 80. La résistance au projet sur le terrain avait contraint le gouvernement à sa suspension.

Deux membres du gouvernement avaient d'ailleurs été interpellés sur le sujet par les députés à l'Assemblée Nationale. Mais les manifestations avaient continué de plus belle. Ces mesures prises ce week-end par le gouvernement devait ouvrir une porte pour une sortie de crise.■

P. Fabrice

Projet de loi de finances exercice 2016

962,8 milliards en recettes et 1002,2 en dépenses

Le budget pour le compte de l'année 2016 devrait connaître un accroissement par rapport à l'an dernier? C'est ce que laisse présager la loi de finance de l'année 2016 dont l'avant-projet a été adopté en conseil des ministres le 26 novembre dernier. Les prévisions budgétaires s'établissent en recettes à 962,8 milliards de francs CFA soit une hausse de de 16,4% par rapport à 2015 et en dépense à 1002,2 milliards de francs CFA soit un accroissement de 21,2% comparativement à l'année dernière ce qui dégage un besoin additionnel de financement de 39,4 milliards de francs CFA. Le gouvernement compte sur l'amélioration des recouvrements fiscaux, la réduction des dépenses sur certains postes, on parle également de l'apport des partenaires au développement pour couvrir ce besoin en financement additionnel.

En attendant l'adoption par l'Assemblée Nationale dans les prochains jours de ce projet de loi de finances, il faut noter que celui-ci est axé sur l'atteinte des objectifs visés par le document de stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi(SCAPE) et sur la poursuite des efforts déployés pour la stabilisation continue du cadre macroéconomique ainsi que la consolidation de la croissance économique, précise le communiqué du conseil des ministres. Ce dernier ajoute que la loi de finances exercice 2016 tient compte de l'évolution du contexte économique national, du cadrage macroéconomique à moyen terme qui envisage un taux de croissance économique d'au moins 6,2%.

Selon toujours le gouvernement le projet de 2016 prend en compte l'accroissement de la mobilisation des ressources internes et la gestion prudente et efficace des dépenses publiques qui s'articulent entre autre autour des axes de développement des secteurs à fort potentiel de croissance, du renforcement des infrastructures économiques, du développement du capital humain et du renforcement de la démocratie et d'un développement participatif équilibré et durable. Ce projet cadre avec le respect de la politique d'intégration régionale et tient compte des vulnérabilités qui pèsent sur l'économie nationale.■

Dick Mensah

LE LIBERAL

12ème foire internationale de Lomé et 4ème foire régionale de l'UEMOA

La RDI au pavillon Oti pour mettre en lumière ses produits et services

La centrale d'achat française René Descamps International (RDI) est bel et bien présente à la 12 Foire Internationale de Lomé couplée de la 4ème foire régionale de l'UEMOA. Elle a d'ailleurs organisé le 20 novembre dernier, premier jour de la fête foraine, une conférence de presse dans son stand au Pavillon OTI en face de WOODIN afin de mettre en lumière les produits et services qu'elle va présenter aux populations à ce grand rendez-vous d'affaires. Il s'agit bien entendu selon M. Amétsipé Komla Eric des produits et services liés à l'approvisionnement des sociétés dans plusieurs domaines notamment l'informatique, téléphonie, aéronautique, ferroviaire, BTP, hôtellerie, shipchandler, équipement des hôpitaux, logistiques, produits d'entretien (Produits PSA) et des produits et informations sur l'énergie renouvelable. La centrale d'achat est également spécialisée en négoce international.

Outre ces activités commerciales, la RDI a annoncé de bonnes nouvelles pour le monde de la presse. Il s'agit du Prix RDI aux Meilleurs Journalistes (Télévision, Radio, Presse en ligne, Presse écrite) qui sera décerné ce lundi 30 novembre ainsi qu'à M. Missité Franck, ex présentateur de la télévision nationale (TVT) et actuel directeur de cabinet du ministère de la communication. Le prix du meilleur manager d'événement commercial dans la sous région reviendra le 5 décembre prochain au directeur général du CETEF, Johnson Kueku Banka. Les mécaniciens de l'armée seront également primés dans le mois de décembre. Enfin, la RDI, premier partenaire de l'association Journaliste en Mission pour le Développement (JMD) a annoncé son appui au lancement prochain du site Internet de l'association.■

Démocrate

PORT DE BADGE OBLIGATOIRE
AUX BUREAUX DES DOUANES A PARTIR DU
1ER JANVIER 2016

POUR TOUTE INFORMATION VEUILLEZ CONTACTER
LE CENTRE D'APPEL DE L'OTR AU 8201

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

LE LIBERAL

Interview avec Eric Amétsipé, représentant dans la zone CEDEAO de la RDI

«La RDI recherche plus de partenaires pour le développement de ses activités, la commande de ses produits et services et le maintien de son programme de développement de la culture de l'excellence au Togo... »

Bonjour M. Amétsipé, la société RDI-France passe pour l'une des plus actives au Togo ces dernières années surtout sur l'échiquier social, parlez-nous un peu de RDI.

Eric Amétsipé : Bonjour, une société qui a une vision et qui maîtrise sa mission doit investir dans l'humain et faire du social, améliorer son environnement, accompagner les dirigeants dans leurs projets de société, promouvoir ses clients d'aujourd'hui et de demain. La Centrale d'achat RDI (www.rdifrance.com) est une société spécialisée dans le négoce international, l'import-export et la facilitation de l'approvisionnement des entreprises. Elle exerce dans les domaines comme l'Aéronautique et équipements aéroportuaires, le ferroviaire, l'équipement des structures de BTP (engins et pièces de rechanges), l'équipement des hôtels et restaurants, l'équipement des hôpitaux, laboratoires et cliniques, la vente des produits d'hygiène et de désinfection pour l'entretien (des Avions, des trains, des navires, des hôpitaux et cliniques, des hôtels, des grands bâtiments et espaces de vies), l'informatique et téléphone, logistiques (Aérien-Maritimes-AOG). La qualité des produits et services que nous livrons à nos clients font de la RDI une société de référence pendant plus de quarante (40) ans. Cette image que les partenaires ont de la RDI, fait sa fierté. C'est une société purement commerciale qui veut mettre une partie de ses gains au service du développement. C'est ainsi que la RDI a mis en place et développe un programme de la Culture de l'Excellence (Prix d'Excellence René Descamps International) pour rehausser l'image des pays et combattre la médiocrité.

RDI a initié un vaste programme de promotion de l'Excellence, en quoi se résume-t-il ?

Eric Amétsipé: La Centrale d'Achat RDI a initié ce programme de la Culture de l'Excellence pour investir dans l'humain, accompagner les dirigeants, promouvoir la qualité des services et la performance des agents des sociétés partenaires, soutenir et équiper les journalistes partenaires, accompagner les mécaniciens et pilotes d'avions et d'hélicoptères et encourager les élèves performants à la base. Un bilan positif et satisfaisant en matière d'image et de la qualité des services rendus. Seulement les commandes de nos produits et services n'ont pas suivi. Nous avons besoin des commandes auprès de la RDI pour maintenir, continuer et développer ces prix d'excellence dans divers secteurs au Togo. Aujourd'hui beaucoup de nos partenaires extérieurs apprécient le Togo à cause de ces différents prix d'excellence RDI. En 2015, la RDI a attribué des prix d'excellence en Afrique et au Togo et accompagné des projets. C'est ainsi qu'on a remis le Prix d'excellence RDI d'icône de la Presse, le prix d'excellence RDI aux cadres de la société Handling, le prix d'excellence RDI à l'Inspecteur de l'enseignement primaire de GuerinKouka, le prix d'excellence RDI aux meilleurs élèves des préfectures du Golfe (à Agoè), de Kpélé (à Dzanipé), de Kara (SOS Kara) et de Dankpen. , le prix d'excellence RDI au Président du Club RFI, au Président de l'Ordre des pharmaciens, au Président de l'Ordre des Vétérinaires, le Prix d'excellence RDI au Préfet de Kpélé, le prix d'excellence RDI au Préfet de Dankpen et aux Cinq (5) journalistes de la Radio mondiale RFI. La Société RDI prépare actuellement des Prix d'excellence pour le meilleur organisateur d'évènement commercial 2015 au niveau de la CEDEAO , pour les meilleurs journalistes, les mécaniciens et pilotes Avions de l'année 2015 et pour des Députés à l'Assemblée Nationale Togolaise pour les soutenir pour leurs

efforts et les encourager à faire plus pour le peuple Togolais. La RDI est satisfait pour ce dynamisme qui renaît pour le développement du Togo par la volonté des plus hauts responsables. Seulement la RDI recherche plus de partenaires pour le développement de ses activités, la commande de ses produits et services et le maintien de son programme de développement de la culture de l'excellence au Togo.

RDI vient d'initier le concept "Journalisme et Développement", avec la constitution d'un groupe de journalistes en mission pour le développement (JMD). Quel est le bien fondé ?

Eric Amétsipé : La RDI n'est pas l'initiatrice de ce nouveau programme. Comme la dénomination l'indique et selon ce que nous avons compris, c'est des journalistes qui se sont mis ensemble pour faire rayonner l'image du Togo en valorisant les richesses de nos préfectures. Ce qui est vrai, c'est que ce projet est né lors de la cérémonie de remise de Prix d'excellence RDI aux meilleurs élèves de la préfecture de Dankpen. La Centrale d'achat RDI a soutenu la première sortie de JMD vers la préfecture de Dankpen parce que c'est un projet qui peut attirer des investisseurs et les touristes. En développant ce projet les journalistes mettront une bonne partie de leur énergie au service du développement. Nous avons accompagné ce projet comme nous l'avons aussi fait au Club RFI lors de ses activités.

RDI a-t-elle l'appui du gouvernement dans ses différentes initiatives sur le terrain?

Eric Amétsipé : La RDI est toujours encouragée et soutenue dans son programme global du développement de la Culture de l'excellence. Nous travaillons régulièrement avec les structures et représentants du gouvernement. Un climat propice aux affaires est aussi un appui. Nous gagnons en image et cherchons surtout à gagner la confiance et des commandes annuelles, des contrats de fournitures des équipements des entreprises et des pièces de rechange des engins des entreprises.

Perspectives et mot de clôture?

Eric Amétsipé : La Centrale d'Achat RDI poursuivra le développement de ses activités en Afrique en générale et au Togo en particulier. Les Journalistes du Groupe JMD – Journalistes en Mission pour le Développement auront une formation sur la communication, le développement et l'intelligence économique appliquée au territoire. Les Prix d'excellence seront poursuivis pour accompagner les projets sociaux et combattre la médiocrité. J'invite tous les opérateurs économiques et acteurs de développement du Togo et d'autres pays à visiter le stand RDI, à échanger avec nous de manière à trouver une solution durable à leurs problèmes d'approvisionnement. Nous cherchons des partenaires dans nos différents secteurs d'activités avec qui nous voulons échanger sur la création de certains types d'emplois durables (dans divers secteurs).. ■

Fin

Dankpen, une préfecture à fort potentiel agricole

Comme la plupart des préfectures du Togo, à Dankpen, une localité située à environ 90 kilomètres à l'ouest de la ville de Kara, l'agriculture reste l'activité la plus pratiquée. Plus de 80% de la population s'adonnent à cette activité. C'est une agriculture de subsistance et de rente avec en toile de fond une culture associée, mais qui malheureusement rencontre un certain nombre de difficultés. De par sa situation géographique et la richesse de son sol, Dankpen est l'une de ces préfectures considérées comme le grenier économique du Togo.

Un champ de coton à Nawaré

Les produits cultivés

Première productrice de l'igname au Togo, Dankpen est aussi spécialisée dans la culture du maïs, du soja, du niébé, du sorgho, de l'arachide, du riz, du fonio. La préfecture produit aussi abondamment du coton.

Cette culture de rente occupe environ 80% de la production de la Région de la Kara grâce à sa position géographique, située dans la plaine de l'Oti. C'est une culture à laquelle s'adonnent plus les jeunes de la localité leur permettant de se prendre en charge.

« La campagne écoulée, les jeunes ont cultivé une surface estimée à plus de vingt mille (20000) hectares qu'ils ont vendu à hauteur de deux milliards de francs CFA», a laissé entendre Martin DadjaMaganawé, préfet de Dankpen.

Bien organisés, ces producteurs sont regroupés au sein de l'Union Préfectorale des Groupements de Producteurs de Coton(U.P.G.P.C).

« Nous cultivons ici beaucoup d'ignames et du coton. Dans les champs d'igname nous semons aussi le mil, le césam et le sorgho par exemple » a révélé, Yao SAMPETE, un paysan de Nawaré rencontré dans son champ.

Une grande partie de ces productions permet de nourrir la famille du paysan de Dankpen. Loin d'être uniquement une culture de subsistance, ces différentes cultures sont aussi convoyées sur le marché national. Selon M. SAMPETE, ces ignames si elles sont grosses, cinquante(50) tubercules sont vendues à 15.000FCFA. On estime qu'un seul paysan peut cultiver au minimum un hectare d'ignames par saison. Une production qui pourrait être améliorée si ces producteurs disposaient d'intrants agricoles et des machines même si le secteur connait un début de mécanisation.

Un paysan dans son champ d'ignames à Bapuré

Les difficultés rencontrées

Mis à part l'absence des intrants agricoles et l'insuffisance des machines, le paysan de Dankpen est aussi confronté aux récurrents problèmes liés à la transhumance (une bonne partie de son champ est souvent dévastée par des bœufs élevés pour la plupart des temps par les Peuhls).

On note également chez ces producteurs, un épineux problème de conservation des produits. Ce problème se posant, le paysan n'a d'autre choix que de se tourner vers la conservation traditionnelle qui consiste à faire un tas d'ignames sous un abri. Au pire des cas, il opte pour la transformation des ignames en farine de couscous. Le défi de la mécanisation demeure également un obstacle pour l'essor de cette agriculture. La force humaine est toujours mise à rude épreuve avec des outils rudimentaires (la houe, le coupe- coupe et la daba…) pour un rendement qui pourrait excéder.

Devant cette situation, il importe que le gouvernement pense à une mécanisation complète d'une telle agriculture pour faciliter la tâche à ces paysans. Pour le préfet « il y a un début de mécanisation entrepris par l'Etat en récompensant les meilleurs paysans. La campagne écoulée par exemple, le gouvernement a octroyé un tracteur au meilleur paysan».

Dans ce sens certains d'autres cadres de la localité souhaitent la création des centres de formation dans le milieu.

« Il faut encourager les jeunes en créant une école agropastorale dans la préfecture. Nous souhaitons vivement que le gouvernement créé des établissements agricoles qui pourraient permettre à nos agriculteurs d'obtenir des rendements plus satisfaisants » a mentionné Téoul BIYIR, ancien préfet de Dankpen.

De même, il s'avère nécessaire de fournir des tracteurs aux coopératives des paysans, de multiplier des magasins de stockage ou de conservation, promouvoir et soutenir les coopératives agricoles locales.

Plus important sera d'encourager et poursuivre la récompense aux meilleurs producteurs à l'occasion des foires d'exposition et aussi encourager la consommation des produits locaux.

Cette analyse du secteur de l'agriculture de la préfecture de Dankpen découle d'une mission des Journalistes en Mission pour le Développement (JMD) en appui avec la centrale d'achat française René Descamps International (RDI).■

Journalistes en mission pour le développement

LE LIBERAL

Burkina-Faso une élection historique

Les Burkinabè ont voté hier pour la première présidentielle depuis la chute, il y a un an, du régime de Blaise Compaoré. L'ancien président a été chassé du pouvoir par la révolution après plus de 27 années à la tête de l'Etat. Désormais, quatorze candidats briguent la présidence ; un scrutin couplé aux législatives.

A Ouagadougou, on s'est pressé dans un certain calme ce dimanche 29 novembre. La Commission électorale a vu grand en nombre de points de vote avec 18 000 bureaux, ce qui fait une moyenne de 300 électeurs par bureau. Cela permet en théorie un vote fluide et rapide, mais comme il y a un double scrutin, législatif et présidentiel, les opérations ont pris du temps.

hier matin, par exemple, dans le secteur 22 au bureau de vote de l'école Madrasa, il fallait presque deux heures d'attente pour mettre ses deux bulletins dans l'urne. Et une fois que l'on est dans le bureau, il faut compter encore quinze minutes. « Cela fait deux heures que je suis là et ça n'avance pas », se plaint un électeur, mais loin de se décourager, ces jeunes sont déterminés à choisir leur futur président : « Je vais attendre de voter même s'il faut attendre jusqu'au soir », martèle un autre. Le problème majeur rencontré à la mi-journée, c'est la difficulté que rencontrent certains électeurs à retrouver leur bureau de vote.

Un tournant pour le pays

Beaucoup des Burkinabè interrogés estiment que ces élections vont véritablement marquer un tournant dans l'histoire politique du pays. « Nous sommes là parce que c'est un grand jour, car de nombreux Burkinabè sont morts pour que nous puissions voir ce jour », confiait une électrice devant le bureau de vote numéro 5 du lycée Bambata de Ouagadougou. « Comme les gens vont sortir nombreux, je suis venue très tôt afin de voter et repartir vaquer à mes occupations », déclarait une jeune fille dans un autre bureau de vote. Globalement, le vote se déroule dans le calme et les électeurs disent tous la même chose : « Pour la première fois on ne sait pas d'avance qui va gagner ».

Une élection sans président sortant, c'est la première fois que l'on voit cela au Burkina Faso.

Un vote qui suscite l'enthousiasme à Ouagadougou

C'est d'ailleurs ce que disait ce matin à 6 h 30, CheriffSy, le président du Parlement de transition en déposant ses bulletins dans l'urne. Il soulignait que toutes les conditions de transparence étaient réunies et qu'il serait dès lors inacceptable que tel ou tel candidat puisse contester les résultats : « Il serait inacceptable qu'ils n'acceptent pas les résultats qui vont en sortir parce que c'est la première élection où sont réunies toutes les conditions de transparence, d'équité, parce que moi qui suis président de l'Assemblée, je ne suis dans aucun parti politique, je n'ai même pas le droit d'être candidat, il en est de même pour le chef de l'Etat, etc. Donc je pense que toutes les conditions sont réunies et tous les moyens ont été mis en œuvre pour garantir vraiment la transparence de ce scrutin, donc il n'y a pas de raison que, qui que nous soyons, nous n'acceptions pas le résultat qui va en sortir. Du reste aujourd'hui, il n'y aura pas un vainqueur, c'est tous les Burkinabè qui seront les vainqueurs ».

Appelle à la mobilisation

Rappelons que les dirigeants de la transition ne sont pas engagés dans cette course politique, elles disent observer une stricte neutralité. Le Premier ministre Isaac Zida, la bête noire des putschistes du mois de septembre, a voté vers 8 h 30 dans une petite école élémentaire du centre-ville appelant ces concitoyens « à se mobiliser en cette journée particulière ». Il se dit satisfait du travail accompli par son gouvernement pour que le pays retrouve une vie politique normale : « Nous avons connu une année de transition et comme vous le savez, ce n'est pas facile, une transition. Au sortir de cette élection, nous allons enfin retourner à la normalité et le pays va connaitre un décollage sur le plan économique, sur le plan social et je pense que cela vaut vraiment le coup ».

Le président Michel Kafando, qui a voté vers 9 heures au lycée Bambata, qualifie ces élections de victoire pour la transition, et pour le peuple burkinabè. « C'est une victoire d'abord pour la transition qui avait mis son point d'honneur à organiser ces élections-là dans le cadre d'une année. C'est une victoire aussi pour le peuple burkinabè qui, depuis 1978, où nous avons eu des élections véritablement démocratiques. Après une éclipse de 27 ans, nous en revenons au système d'un vote pleinement démocratique, transparent, clair. Nous l'avons voulu ainsi parce que pour aller à l'étape suivante, il fallait véritablement que ce scrutin-là soit crédibilisé », a-t-il ajouté..■

Faure Gnassingbé à la conférence sur le climat à Paris

Ils sont environ 150 chefs d'Etat a avoir rallié Paris la capitale française pour la COP 21. Parmi les délégations présentes, celle du Togo conduite par le Président de la république Faure Essozimna Gnassingbé.

la COP21, également connue sous le nom de la Conférence sur le Climat à Paris, envisagera d'obtenir, pour la première fois en plus de 20 ans de négociations aux Nations Unies, un accord universel juridiquement contraignant sur le climat, ayant pour but de maintenir le réchauffement climatique en-dessous de 2°C.

La France jouera un rôle principal international en accueillant cette conférence primordiale, et la COP21 sera l'une des plus grandes conférences internationales jamais organisées dans le pays. Il est prévu que la conférence attire près de 50,000 participants, y compris 25,000 délégués officiels venant des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des agences de l'UN, des ONG, et de la société civile.

Le choix du pays hôte de la COP relève de règles précises. D'un point de vue géographique, le lieu de la COP est déterminé pour se dérouler par rotation annuelle dans l'un des pays des cinq groupes régionaux de l'ONU que sont l'Asie-Pacifique, l'Europe de l'Est, l'Amérique latine-Caraïbes, l'Europe de l'Ouest élargie (GEOA) et l'Afrique. Une fois ce groupe régional désigné pour accueillir telle édition de la COP, le choix du pays hôte est finalisé en interne au groupe.

C'est en septembre 2012 que François Hollande, président de la République française, a rendu publique l'intention de la France d'accueillir la COP21 en 2015. Cette candidature a été prise en compte par le groupe régional de la France à l'ONU en avril 2013, puis entérinée via une désignation officielle lors de la COP19 de Varsovie en novembre 2013.

La COP21 se tient du 30 novembre au 11 décembre 2015 sur le site de l'Aéroport de Paris - le Bourget. Ce site est retenu pour sa capacité d'accueil et son accessibilité, paramètre indispensable pour une manifestation qui devrait réunir entre 20 000 et 25 000 personnes pour la conférence même, et plus de 40 000 si l'on inclut les visiteurs qui ne prendront pas directement part aux négociations.

Le centre de conférences est appelé « zone bleue ». Il est régi par les règles de d'accès et de sécurité propres aux Nations unies, la COP étant une conférence organisée par l'ONU. La zone bleue sera ainsi accessible uniquement à des personnes accréditées par le secrétariat général de la CCNUCC. Malgré les attentats du 13 novembre, Laurent Fabius annonce rapidement le maintien de la COP21 : « c'est une action absolument indispensable contre le dérèglement climatique. ».

DOSI
Délégation à l'Organisation du Secteur Informel

MUAJ TOGO

Mutuelle des Artistes & Journalistes du Togo

Les adhésions sont ouvertes

Solidarité, Engagement, Prospérité

CONDITIONS D'ADHESION

I/ ARTISTES

Peut adhérer à la MUAJ Togo toute personne opérant dans le secteur des arts et de la culture et remplissant l'un ou plusieurs des critères suivants :

- Etre diplômé d'une Ecole d'art et exercer effectivement le métier d'artiste ;
- Etre affilié au BUTODRA ;
- Appartenir à une association togolaise d'artistes reconnue ;
- Disposer d'une recommandation d'une institution ou d'un artiste reconnus comme exerçant effectivement le métier d'art ;
- Deux photos d'identité.

II/ JOURNALISTES

Peut adhérer à la MUAJ Togo toute personne exerçant dans le domaine de la presse et de la communication et répondant à l'un ou plusieurs des critères suivants :

- Etre diplômé d'une Ecole de journalisme, de technicien en communication et exercer effectivement le métier de Journalistes ;
- Etre titulaire d'une Carte de Presse délivrée par la HAAC ;
- Appartenir à une organisation de presse reconnue ;
- Disposer d'un badge et d'une attestation de service délivré par un patron d'un organe de presse légalement établi sur le territoire ;
- Deux photos d'identité.

Les formalités d'adhésion se font au siège social de la MUAJ Togo à l'Agence Lomé Commune, située entre l'Orabank et l'Hôtel du 2 Février ainsi que dans les Agences Régionales de la DOSI à Tsévié, Atakpamé, Sokodé, Kara, Dapaong.

CONTACTS

Pour tous renseignements contacter les Bureaux des Agences de la DOSI :

Agence Lomé Commune : (228) 22 20 24 13
Agence Région Maritime (à Tsévié) : 228 23 21 40 11
Agence Région des Plateaux (à Atakpamé) : 228 24 42 70 92
Agence Région Centrale (à Sokodé) : 228 22 45 90 54
Agence Région de la Kara (à Kara) : 228 24 45 79 76
Agence Région des Savanes (à Dapaong) : 228 24 45 48 71

E-mail : muajtogo@yahoo.fr